

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

POLYCOR FRANCE

Lieu-dit Les Carrières
89440 Massangis

Références : 2025-509
Code AIOT : 0005400088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement POLYCOR FRANCE implanté 10 Rue des Carrières 21190 Chassagne-Montrachet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/03/2023 et du suivi des constats des précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYCOR FRANCE
- 10 Rue des Carrières 21190 Chassagne-Montrachet
- Code AIOT : 0005400088

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POLYCOR FRANCE est autorisée, par arrêté préfectoral du 16/01/2007 modifié, pour une durée de 30 ans intégrant la remise en état, pour l'extraction de roches ornementales sur la commune de Chassagne-Montrachet.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Hauteur des fronts – largeur des banquettes – Zone d'extraction sud	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)	Susceptible de suites	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	
4	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Largeur des banquettes – Zone d'extraction nord	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 22.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Largeur de banquette et hauteur de front (APMD)	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 1	/	Levée de mise en demeure
5	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 41		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure de 2023. Pour mémoire, il avait été constaté que sur la partie nord de la carrière, des banquettes d'une largeur inférieure à 1 m étaient présentes. La stabilité du front associé n'était pas garantie. Suite à ces constats, l'exploitant avait été mis en demeure, par l'arrêté du 14/03/2023, de respecter la prescription relative aux dimensions des gradins. Il a été constaté lors de la présente visite d'inspection que les banquettes non-conformes ont été remises en conformité par remblais, la mise en demeure est donc levée.

Lors de la visite d'inspection de 2023, il avait également été constaté des signes d'instabilité sur le front de découverte autorisé de 22 m, dans la zone sud de la carrière. Ces signes d'instabilité sont de nouveaux constatés lors de la présente visite. En conséquence, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé afin de demander à l'exploitant une étude de stabilité des terrains concernés ainsi que des solutions techniques dans le cas d'une instabilité avérée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Largeur des banquettes – Zone d'extraction nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 22.2
Thème(s) : Autre, Méthodes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Après réalisation de la découverte, l'extraction des matériaux est réalisée en 2 temps : [...]</p> <p>- Extraction du gisement utilisable par la technique du fil diamanté, du cordeau détonnant et de vessies, ou encore de la haveuse. Les gradins auront une hauteur maximale de 15 m, séparés par des banquettes de 7 m de largeur minimale.</p>
Constats : <p>Cette prescription fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure (APMD) du 14/03/2023. Le respect à cette dernière est regardé au travers du point n° 2 suivant, reprenant la mise en demeure.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Largeur de banquette et hauteur de front (APMD)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

La société POLYCOR France (SIREN 839 531 027), dont le siège social est situé 17 rue du Colisée-75008 PARIS, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET :

- Article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 susvisé :

Les gradins auront une hauteur maximale de 15 m, séparés par des banquettes de 7 m de largeur minimale.

Pour justifier les démarches engagées et leur avancement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classée :

- sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : le programme prévisionnel des travaux d'exploitation pour remettre en conformité les banquettes ;
- sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 6 mois : la mise à jour du plan topographique de la zone concernée (fosse nord de la carrière).

Constats :

Lors des précédentes visites d'inspection, il avait été constaté que sur la partie nord de la carrière, une banquette d'une largeur inférieure à 1 m était présente au niveau du gisement vers l'extrémité nord de la carrière, et une banquette d'une largeur presque nulle était présente au sud de la zone d'extraction nord. La largeur de la banquette était inférieure à la largeur minimale de 7 m prescrite par l'arrêté préfectoral. La stabilité du front n'était pas garantie. Cette non conformité avait fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/04/2023.

Dans sa réponse du 25/04/2023, l'exploitant indique qu'il procédera à l'élargissement des banquettes visées dans les constats de 2023, avant la fin de 2023.

Lors de la présente visite, il est constaté que ces banquettes ont été élargies par remblais.

Après la visite, l'exploitant a transmis un plan topographique de novembre 2025 indiquant que les largeurs de ces banquettes sont supérieures ou égales à 7 m.

Au vu de ces constats, la mise en demeure est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Hauteur des fronts – largeur des banquettes – Zone d'extraction sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

A) La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions générales décrites dans le dossier (Voir Plan annexe 4) :

[...]

3) Les fronts de taille

- Ils seront soigneusement purgés. Les fronts de taille de pierre ornementale ne dépasseront jamais 15 m de hauteur, et seront séparés par des banquettes intermédiaires de 7 m de largeur, et bordés d'un cordon de terre, à l'exception du gradin inférieur réduit à 3 m et laissé nu dans la partie nord.

En pied du front de découverte, une banquette intermédiaire de 10 m de large est conservée.

Dans la zone Sud pouvant bénéficier d'un front de découverte d'une hauteur jusqu'à 22 m, la banquette correspondante aura une largeur minimum de 12 m, et le gradin sera taluté pour former un cône d'éboulis butant sur le cordon de terre végétale préalablement en place.

Constats :

En 2023, il avait été constaté que :

- La hauteur de la découverte atteignait environ 22 m, cependant la position des points où les cotes avaient été relevées et le chevauchement des informations figurant sur le plan ne permettait pas de déterminer précisément la hauteur des fronts ;
- Des traces d'érosion résultant vraisemblablement du ruissellement d'eau provenant de la partie supérieure de la carrière étaient également visibles sur le front de découverte, ce qui apparaissait susceptible de fragiliser sa stabilité à long terme. Un léger surplomb était également présent dans le secteur le plus au nord de la zone concernée (zone Sud) ;
- La largeur de la banquette située à l'interface entre la découverte et le banc marbrier semblait n'être que de l'ordre de 10 m, cependant l'échelle du plan transmis ne permettait pas de les mesurer avec précision ;
- La hauteur du front du banc marbrier semblait atteindre 16 m, voire 17 m, par endroits, sans prendre en compte la hauteur des matériaux ou déchets qui semblent être stockés en pied de front ;
- La comparaison avec un plan daté du 01/01/2006 joint à la demande d'autorisation ne faisait pas apparaître de différence significative dans la configuration des fronts (à l'exception des matériaux ou déchets qui semblent être stockés en pied de front), sans que l'inspection ne puisse déterminer si des extractions avaient eu lieu dans ce secteur.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis un plan topographique de novembre 2025. Ce dernier est lisible et permet de déterminer que :

- La hauteur de la découverte atteint environ 22 m par endroits.
- **Non-conformité : la largeur de la banquette située à l'interface entre la découverte et le banc marbrier est inférieure à 12 m sur environ 20 m de front. Elle est de 10 m au niveau du**

décroché du banc marbrier (à la cote 321 m NGF), quelques mètres plus au sud de l'éboulis de la découverte.

- **Non-conformité** : la hauteur du front du banc marbrier atteint environ 17 m. La zone concernée par cette hauteur de front s'étend du décroché mentionné plus haut vers le nord, sur environ 20 m.

Le plan de phasage indique que l'exploitation de cette zone est prévue en phase 5, de 2027 à 2032.

Observation : la stabilité à moyen et long terme du front de découverte ouest de la partie sud de la carrière n'étant plus garantie, la hauteur de ce front, dérogeant à l'arrêté ministériel du 22/09/1994, accordée par l'arrêté préfectoral du 16/01/2007, pourrait être remise en cause (cf point de contrôle n° 4 ci-après).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments non-conformes seront pris en compte par l'exploitant dans la demande associée au point de contrôle n° 4 suivant. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé pour encadrer ces éléments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

N° 4 : Front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection de 2023, il avait été constaté que des traces d'érosion résultant vraisemblablement du ruissellement d'eau provenant de la partie supérieure de la carrière étaient visibles sur le front de découverte, ce qui apparaissait susceptible de fragiliser sa stabilité à long terme. Un léger surplomb était également présent dans le secteur le plus au nord de la zone concernée (au niveau des marnes).

Lors de la présente visite, il est constaté que les traces d'érosion sont toujours présentes sur une partie du front de découverte de la partie sud de la carrière, concernée par un filon terreux. Un éboulis de cette zone est constaté sur la banquette au pied du front de découverte.

L'exploitant indique que la carrière était entièrement découverte lors de l'obtention de l'autorisation en 2007 et que ce front de découverte est historique.

<p>Non-conformité : la nature des terrains, associée à la hauteur et à la pente des gradins du front de découverte ouest de la partie sud de la carrière, ne permet pas de garantir la stabilité des terrains.</p> <p>Non-conformité : le front de découverte ouest de la partie sud de la carrière (mesurant environ 22 m de hauteur) comporte de multiples surplombs sur une longueur d'environ 120 m.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans un délai de 6 mois, une étude géotechnique de la stabilité des terrains concernés par les fronts ouest de la zone sud de la carrière. Dans le cas où la stabilité de ces terrains ne serait pas garantie, l'étude proposera des solutions, techniquement et économiquement réalisables, permettant de revenir en conformité, ainsi qu'un calendrier de mise en oeuvre. L'exploitant mettra en oeuvre la solution qu'il aura retenue.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé pour encadrer cette demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Plan d'évolution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 41</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan topographique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m, - la position des fronts, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan topographique datant de novembre 2025. Ce dernier laisse apparaître les abords du site dans un rayon de 50 m ainsi que le délaissé périphérique visé à l'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce dernier est lisible et permet une analyse de la conformité de la hauteur des fronts et de la largeur des banquettes.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre également le plan de la carrière de 2024.

Type de suites proposées : Sans suite